



# La Lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 63 Juin 2016

La Lettre de l'Afrique est une publication trimestrielle de réflexion sur l'actualité

## Sommaire

**Edito**  
Producteurs africains de pétrole

**Tunisie**, la question sociale

**Libye**, reconstruire l'État ?

**L'Union des Comores et Mayotte**

**Élections présidentielles en Afrique : regards occidentaux**

**Livres**

**Télégrammes**



## Tunisie, la question sociale

La pauvreté, plus répandue que jamais en Tunisie, provoque des tensions sociales d'autant plus fortes que la population avait beaucoup espéré du passage à la démocratie.

À la recherche d'un consensus politique sur les objectifs économiques et sociaux, et sur les moyens d'y parvenir, le Président de la République, M. Béji Caïd Essebsi, a lancé, début juin, un appel pour la constitution d'un gouvernement d'Union Nationale.

Mais les tractations dans ce sens prennent du temps, car le gouvernement à constituer doit trouver des compromis difficiles sur le partage du pouvoir entre les partis, sur la manière de traiter les problèmes de sécurité intérieure et extérieure, et sur les moyens de relancer l'économie en général et le tourisme en particulier. Sans attendre, le syndicat "Union Générale des Travailleurs Tunisiens" réclame une hausse générale des salaires publics et privés. □

É  
D  
I  
T  
O

## Producteurs africains de pétrole

La remontée des cours du pétrole autour de 50 dollars le baril améliore significativement la situation des pays africains producteurs, mais elle ne leur rend pas le confort et les perspectives qu'ils avaient avant la chute des cours.

L'alerte a été si violente et le danger encore si présent qu'ils sont tous amenés à chercher une fois de plus les réponses concrètes à la question des réformes de structures et de la diversification de leurs activités ainsi que de leurs ressources. Les principaux d'entre eux, notamment l'Angola et le Nigeria, ont été les premiers à cher-

cher conseil et appui auprès de leurs partenaires internationaux et bien entendu auprès du Fonds Monétaire International. Ces mouvements de leur part ont été appréciés dans la communauté financière mondiale où ils ont trouvé ou devraient trouver des soutiens politiques pour leurs négociations, voire des financements pour leurs projets prioritaires.

Il importe que ces pays continuent de dialoguer avec leurs partenaires sur la réforme des structures et sur les initiatives à prendre pour leur développement, dans un esprit d'ouverture. A cet égard, les experts du Fonds Monétaire leur ont rappelé que, en matière monétaire, mieux vaut laisser flotter la monnaie nationale plutôt que de se crispier sur un contrôle des changes excessif et susceptible de gripper le fonctionnement des entreprises diverses qui se trouvent déjà sur leur territoire ou qui cherchent à s'y développer.

## PRÉSIDENTIELLE AU GABON

L'élection présidentielle au Gabon est fixée au 27 août 2016. Les candidatures pourraient

être nombreuses. L'élection se fait à un seul tour, à la majorité relative.

## Libye, reconstruire l'État ?

Les Occidentaux ont détruit l'état libyen en 2011 en invoquant le devoir de protéger la ville de Benghazi en rébellion contre Kadhafi. Ils se déclarent aujourd'hui désireux de favoriser sa reconstruction. Mais ils n'ont pas trouvé encore la mesure entre aide et ingérence. Ils invoquent tour à tour pour agir, la volonté de combattre les risques de propagation du désordre libyen vers les pays voisins, la lutte contre l'État Islamique qui a pris pied dans la frange littorale centrale du pays, la recherche de la réduction des flux migratoires venant d'Afrique et allant vers l'Europe méditerranéenne, et bien entendu l'intérêt du peuple libyen.

Pour le peuple libyen, plus de 6 millions d'habitants sur un territoire de 1.759.000 km<sup>2</sup>, qui vivait indiscutablement mieux avant 2011 et dont la fierté patriotique est particu-

lièrement vive, les Occidentaux poursuivent sous d'autres apparences une politique d'ingérence qui ne présagerait rien de bon.

## Une situation économique et sociale désastreuse

La situation économique et sociale de la Libye actuelle est désastreuse. Le pays qui détient des réserves considérables d'or noir, est devenu un petit producteur de pétrole aux maigres ressources. Le niveau de vie s'est effondré, en même temps que les services publics de l'école et de la santé. La sécurité collective et individuelle est partout en question. Des milices multiples interviennent par les armes, détournent et rançonnent.

## Une situation politique éclatée

Au nord-ouest, à Tripoli, un gouvernement



d'union nationale est en place depuis la mi-mai 2016. Il a été voulu et porté par le Conseil de Sécurité de l'ONU et plus particulièrement par Washington, Londres et Paris. Il comprend des personnalités diverses supposées représenter les tendances politiques ou les groupes tribaux des différentes régions

(suite page 2)

## Libye, reconstruire l'État ?

du pays. Ses moyens sont faibles, et son influence est limitée, même s'il a le mérite d'exister et d'ouvrir une porte sur l'avenir.

Au nord-est à Tobrouk, un parlement siège depuis plus de trois ans. Il a été élu pour remplacer le premier Parlement formé à Tripoli, et qui n'avait pas les faveurs des nouveaux tuteurs du pays, c'est-à-dire les Occidentaux précités et le gouvernement égyptien.

Des milices en armes sont partout avec des pouvoirs qu'elles se donnent. La plupart sont nées avec la révolution, d'autres prennent forme progressivement avec les anciens kadhafistes revenant à la surface. L'un de ces groupes armés, basé à Bengazi sous l'autorité d'un ancien officier général de Kadhafi passé à temps à la rébellion, semble plus important parce qu'il sait se faire valoir en se présentant comme une armée et parce qu'il a les faveurs des autorités égyptiennes, alors qu'en réalité, il est loin de s'imposer aux autres.

Au centre-nord sur le littoral, plus de 10.000 combattants se réclamant de Daesh ont pris des positions à Misrata et aux alentours, avant d'être récemment dispersés par des milices pro-gouvernementales, mais non vaincus.

Enfin, dans toute la moitié sud et quasi désertique de la Libye, il y a les Touaregs d'une part et les Toubous d'autre part. Les premiers en relation d'abord avec le Sahara central et occidental et le Sahel qui le prolonge, les seconds en relation d'abord avec le Tchad.

### Les migrants

Quant aux étrangers migrants, venus des autres pays africains au sud, ils n'ont pas d'autre objectif que de marcher vers le littoral méditerranéen et de tenter d'y trouver un passage pour l'Europe. Dans leur traversée du pays, ils sont soumis à rançon par les diverses milices avant d'avoir à payer pour le bateau qui leur permettra de tenter l'aventure en mer. La difficulté de cette traversée de la Libye est si grande que le flux des migrants vers l'Europe s'est fortement réduit en 2015 (175.000 migrants) et a encore tendance à se réduire.

### Comment aider sans imposer ?

La reconstruction de l'État libyen est sûrement un objectif prioritaire sur lequel peuvent se fonder le retour à la sécurité des habitants et la relance du développement économique et social avec les moyens du pétrole que l'on devrait pouvoir mobiliser assez rapidement. Il ne fait pas de doute qu'en l'absence d'un leader charismatique susceptible d'être reconnu dans le pays, les Libyens ont besoin de "facilitateurs" pour développer leur dialogue politique intérieur. Qui pourrait tenir cette fonction avec l'efficacité, la modestie et le désintéressement qui conviennent ? Les Occidentaux qui ont mis le pays dans l'état où il est ? Certainement pas. Les autres pays du nord de l'Afrique ? Difficilement car leurs vues sur la Libye sont différentes ou ambiguës.



L'Union Africaine ? Peut-être, mais pas seule, car elle manque de moyens. Une mission conjointe de l'Union Africaine et du Secrétariat Général des Nations Unies agissant sous sa propre responsabilité ? Peut-être. C'est en tout cas une voie à explorer.

Pour ce qui concerne la France, on peut se demander à ce sujet pourquoi les députés et sénateurs des départements méditerranéens ne se montrent pas davantage intéressés par la réalité de la problématique libyenne et par les questions de solidarité politique et économique qu'elle soulève pour la Méditerranée et les populations riveraines ? Et pourquoi, ils ne prennent pas davantage d'initiatives, au Parlement et en faisant campagne dans l'opinion publique, pour une approche intelligemment et moralement prospective, en encouragements à l'Union Africaine et en recherche d'avenir pacifique ? □

## L'Union des Comores et Mayotte

*Dans l'océan Indien, au nord-est de Madagascar, à 8.000 km de Paris, "l'Union des Comores" et l'île française de Mayotte érigée en département-région, vivent côte-à-côte, mais suivent des destinées différentes. Les relations sont bonnes mais la question de l'immigration des citoyens comoriens dans l'île française de Mayotte se complique de plus en plus.*

ne. La France a participé d'ailleurs aux larges annulations de dettes consenties à l'Union des Comores par la Communauté internationale. Malgré cela, malgré les aides plus récentes fournies par l'Arabie Saoudite, le Koweït et plus encore le Qatar ainsi que par l'Iran, puis par l'Inde et la Chine, le niveau de vie de l'Union est faible et en tout cas inférieur à celui de la terre française voisine distante seulement de 75 km de l'île d'Anjouan.

### Les migrants comoriens

Le résultat est que beaucoup de citoyens comoriens s'efforcent de passer sur le territoire de l'île française, soit pour s'y installer durablement, soit afin d'y rester assez longtemps pour que naisse dans la famille un enfant destiné à devenir français par droit du sol, soit pour aller vers la France continentale et l'Europe. Le passage légal est devenu limité en raison de l'obligation où se sont trouvées les autorités françaises de contrôler des demandes de plus en plus nombreuses. Le passage illégal est donc le plus fréquent. Un récent rapport évalue à près de 16.000 le nombre que ces entrées irrégulières peuvent atteindre en un an. Il en résulte de nombreuses reconduites à la frontière, nécessi-



tant une coopération active entre services français et comoriens. Quoi qu'il en soit, on estime que les immigrés clandestins représentent près du tiers de la population de Mayotte.

### Des tensions populaires et un questionnement pour les autorités

La question de la présence des immigrés légaux ou illégaux à Mayotte s'est compliquée depuis plusieurs mois, après que des groupes autochtones se soient lancés dans des tentatives multipliées d'expulsions forcées des immigrés, accusés de prendre le travail et le logement des habitants de l'île - les Mahorais -, accusés aussi d'être les principaux auteurs des vols, des attaques à main armée et des trafics de drogue qui se multiplient à Mayotte.

Il y a là un sujet grave pour les autorités françaises sur place comme à Paris, qui ne pourra être traité comme il convient, en termes de droit et de morale, que dans un développement de la coopération avec les autorités de l'Union des Comores. □

### L'île et l'archipel

L'Union des Comores, indépendante depuis 1975, forme un archipel comptant trois îles principales - Grande Comore, Anjouan et Mohéli -, soit une superficie totale de 1.861 km<sup>2</sup>, pour 750.000 habitants. L'île département-région de Mayotte, qui a choisi de rester française par référendum, compte près de 230.000 habitants sur 374 km<sup>2</sup>.

Même si l'Union des Comores revendique par principe la souveraineté sur l'île de Mayotte, les rapports politiques entre la France et l'Union sont convenables. Ils se traduisent par des relations diplomatiques classiques, et des accords de coopération qui placent la France en tête des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, avant même l'Union européenne.

## Élections présidentielles en Afrique : regards occidentaux

*Dans la plupart des pays d'Afrique, le Chef de l'État élu au suffrage universel direct, est la figure centrale du pouvoir politique. Les élections présidentielles nourrissent ainsi toutes les passions dans le pays où elles se déroulent. Elles sont suivies avec attention par les dirigeants des pays étrangers partenaires.*

### La différence et l'inégalité

Les regards des dirigeants africains sur les élections en Afrique et ceux des dirigeants occidentaux, sont sauf exception, fondamentalement différents. Alors que les premiers évitent généralement de juger publiquement la qualité du processus électoral et la crédibilité du résultat dans les autres pays africains, les Occidentaux ne s'en privent pas, en tout cas lorsqu'il s'agit de l'Afrique Noire. On peut certes trouver beaucoup d'explications à cette différence de comportement. On doit en particulier considérer que nombre de dirigeants africains, parvenant mal dans leur pays à organiser des élections exemplaires, préfèrent ne pas soulever la question chez leur voisin. Mais on pourrait s'attendre à ce que les Occidentaux ne se sentent pas non plus à l'aise sur ce terrain dans leur propre pays, par rapport au niveau de développement qui est le leur : que penser en effet du défaut d'information ou de la désinformation qui affecte leurs campagnes électorales ? Que dire aussi des "promesses à ne pas tenir" formulées par les candidats ? Que penser enfin de l'inégalité des moyens directs ou indirects, notamment l'argent et les médias dont disposent les camps en présence dans les pays développés ?



Or, sans trop s'interroger sur eux-mêmes à ce sujet, les Occidentaux ne retiennent pas leurs critiques sur les élections africaines. On constate même que les autorités de Washington sont toujours au premier rang pour donner des leçons. On observe la même tendance en Europe occidentale, dans les cercles du pouvoir et dans la plupart des médias nationaux qui les accompagnent. La vérité est que le rapport politique nord-sud, particulièrement avec l'Afrique au sud du Sahara, reste profondément inégal.

### La dernière mode occidentale

La dernière "mode vertueuse" en Occident consiste à dénoncer les Chefs d'État qui, arrivant au bout d'un second mandat dont la Constitution fait qu'il est le dernier, cherchent à modifier cette Constitution par référendum afin de pouvoir briguer un autre mandat. Le Président Sassou Nguesso à Brazzaville et le Président Nkurunziza, ont été fortement incités par Washington et par l'Union Européenne à ne pas chercher à se porter candidats. De même, de fortes pressions occidentales sont exercées sur le Président Joseph Kabila à Kinshasa, qui arrive fin 2016 au terme de son second et dernier mandat, afin qu'il ne fasse pas modifier la Constitution, et



afin qu'il ne retarde pas la tenue de l'élection prévue fin 2016, pour se maintenir au pouvoir tant qu'elle n'aura pas lieu.

Les capitales occidentales cherchent parfois dans ce mouvement à recueillir l'assentiment de quelques gouvernements africains. Il arrive qu'elles y parviennent, comme ce fut le cas en début d'année 2016 contre le Président du Burundi, qui a certes résisté et s'est fait réélire, mais a dû et doit encore affronter une certaine réprobation en Afrique. Cependant, la même "alliance" ne s'est pas constituée contre le Président congolais Sassou Nguesso pendant et après sa réélection le 20 mars 2016. Elle n'a pas pris forme non plus contre Joseph Kabila à Kinshasa, qui d'ailleurs ne dit mot sur ses intentions. En vérité, de "telles alliances" ont peu de chance de se généraliser, car les chefs d'États africains n'apprécient pas d'être instrumentalisés les uns contre les autres par les dirigeants du nord.

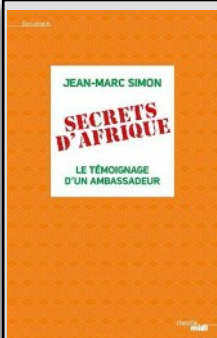
### Avec des variations

Chez les dirigeants Occidentaux, la mode critique ne s'applique pas à tous les Chefs d'État africains et à tout moment. Chacune des capitales du nord fait la différence entre ceux qui lui rendent service et les autres. Une relation forte sur telle matière première peut inciter à la retenue, comme au Niger pourvu en uranium, où le Président Issoufou a été réélu au 2ème tour le 20 mars 2016 contre un opposant en prison depuis plusieurs mois sous une inculpation de droit commun. Une alliance militaire utile peut avoir le même effet, comme avec le Tchad, où le Président Idriss Deby a été réélu au 1er tour le 20 avril 2016, et comme avec Djibouti où le Président Guelleh a été réélu le 8 avril 2016 avec 86 % des voix. La perspective de grands contrats va dans le même sens, comme on l'a vu par exemple avec l'Égypte du Maréchal Sissi.

Un motif supplémentaire d'éviter la mise en cause de certains régimes africains et de leurs processus électoraux, est apparu dans les dernières années depuis que plusieurs d'entre eux ont été enrôlés dans la "lutte mondiale contre le terrorisme", menée par plusieurs gouvernements de l'Union Européenne dans la foulée des États-Unis. C'est ainsi que, dans les nouvelles alliances de circonstances nouées entre des Occidentaux et certains régimes africains, la question des élections, de la démocratie et des droits de l'homme, devient floue.

### Réfléchir

Ces quelques observations doivent naturellement être approfondies, nuancées et prolongées. Elles ouvrent en tout cas des pistes de réflexion au nord comme au sud : notamment sur la nature et l'évolution des relations franco-africaines, euro-africains et américano-africaines ; ou sur la réalité des démocraties au nord et au sud et de leurs objectifs ; ou sur le rôle souvent déterminant de nombre de grands médias occidentaux, dans l'enchevêtrement confus des politiques intérieures et des politiques étrangères, dans la caricature des peuples et dans l'exaltation des sentiments ou des pulsions. □

**Secrets d'Afrique**

Jean-Marc Simon  
Editions du Cherche  
Midi

Jean-Marc Simon a été conseiller Afrique, directeur de cabinet de plusieurs ministres de la Coopération, puis ambassadeur de France dans quatre pays africains : la Centrafrique, le Nigeria,

le Gabon et la Côte d'Ivoire de 1996 à 2012. À travers dix récits, Jean-Marc Simon, un ambassadeur qui a consacré près de trente ans de sa carrière aux relations franco-africaines, nous emmène de N'Djamena à Abidjan, en passant par Bangui et Pretoria. Il y évoque les interventions de l'armée française en Centrafrique ou en Côte d'Ivoire, une vaste opération d'échan-

ge de prisonniers en Afrique australe à la fin du régime de l'apartheid, le génocide du Rwanda, la dévaluation du franc CFA, avec en filigrane le récurrent débat sur la FrancAfrique. On y côtoie Hissène Habré, Jacques Chirac, Pik Botha, Ange-Félix Patassé, Omar Bongo, Nicolas Sarkozy, Laurent Gbagbo...

Broché

ISBN : 9782749149554 • Mars 2016 - 352 pages. Prix éditeur : 18,50€

**Les trop dits et non-dits de l'aide au développement en Afrique**

Nouvelles perspectives sur la dispersion et l'absence de coordination des bailleurs  
Mamadou Barry, Mohamed Lamine Doumbouya, Hachimi Sanni Yaya

Études africaines

Développement Économie Afrique Noire

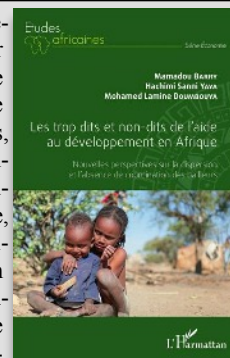
Ce livre vient répondre à des questions complexes qui ont été peu explorées dans la littéra-

ture sur l'aide au développement. A partir du prisme théorique de l'institutionnalisme centré sur les acteurs, les auteurs démontrent qu'il est malheureusement impossible, voire illusoire de réaliser une coordination efficace de l'aide impliquant l'ensemble des donateurs en raison de l'existence des conflits de préférences, difficilement solubles.

Editions L'Harmattan

Broché

ISBN : 978-2-343-09044-3 • juin 2016 • 250 pages. Prix éditeur : 26 € /24,70 €

**T É L É G R A M M E S T É L É G R A M M E S T É L É G R A M M E S****Congo**

• 20 mars 2016 : Réélection au premier tour du Président Sassou Nguesso, avec 60% des suffrages. L'opposition refuse le résultat comme l'ensemble du processus électoral. Graves incidents à Brazzaville où le calme revient. Le Parti socialiste français déclare l'élection « non crédible ».

**Niger**

• 20 mars 2016 : Mahamadou Issoufou est réélu Président de la République au second tour avec 92% des suffrages, contre M. Hama Amaudou qui est en prison depuis 2015 sous inculpation d'adoption illégale. L'opposition ne reconnaît pas l'élection. Le Président entame dans le calme son neuvième mandat.

**Bénin**

• 20 mars 2016 : Patrice Talon, homme d'affaires, est élu au second tour Président de la République, avec 63% des suffrages, contre le Premier Ministre sortant, M. Lionel Zinzou, qui était soutenu par le Président sortant Thomas Boni Yayi.

**Djibouti**

• 8 avril 2016 : Le Président de la République sortant Ismail Omar Guelleh est réélu avec 86% des voix.

**Burkina Faso / France**

• 12 avril 2016 : Les organisations burkinabé des droits de l'homme et plusieurs organisations syndicales réclament le départ des forces françaises et américaines présentes depuis un certain temps dans le pays et dont elles assurent qu'elles portent atteinte à la souveraineté du pays et ont plus d'inconvénients que d'avantages au plan de la sécurité.

**Guinée Équatoriale**

• 24 avril 2016 : Le Président Théodoro Obiang Nguema est élu avec 94% des suffrages exprimés pour un nouveau septennat. Il est à la tête du pays depuis 36 ans.

**Maroc / Chine**

• 11-15 mai 2016 : Visite officielle en Chine du Roi du Maroc. La Chine est déjà le 4ème partenaire commercial du Maroc, qui poursuit le renforcement de sa présence au monde et de ses rapports avec les grands pays.

**Centrafrique / France**

• 13 mai 2016 : Le Président Hollande effectue une visite à Bangui pour faire le point de la situation. Il confirme la fin de l'opération Sangaris en 2016. Quelques centaines de soldats français demeureront comme par le passé en Centrafrique, mais sans intervenir dans les opérations de maintien de l'ordre qui relèveront uniquement de la Force Internationale.

**Nigeria / Afrique Centrale / France**

• 14 mai 2016 : Sommet des Chefs d'État d'Afrique centrale à Abuja, consacré à la lutte contre le groupe rebelle Boko-Haram. Le Président Hollande participe à ce sommet où il est le seul Chef d'État non africain.

**Libye**

• 16 mai 2016 : Installation à Tripoli du nouveau gouvernement d'Union Nationale présidé par Fayez-El Sarraf, soutenu par l'ONU et tout particulièrement par Washington, Londres et Paris.

**République Démocratique du Congo**

• 20 mai 2016 : Moïse Katumbi figure montante de l'opposition dans la perspective de l'élection présidentielle prévue pour fin 2016, et récemment inculpé d'atteinte à la sûreté de l'état pour constitution de milices, obtient l'autorisation d'aller soigner une grave maladie en Afrique du Sud et s'y rend sans tarder.

**Comores**

• 26 mai 2016 : investiture du nouveau Président des Comores, M. Azali Assoumani, après sa victoire électorale contre le Président sortant Ahmed Albdallah Sambi.

**Sénégal / Tchad / Afrique**

• 30 mai 2016 : Hissen Habré, ancien Chef d'État du Tchad est condamné à la prison à perpétuité par la Chambre Africaine établie à Dakar pour le juger. C'est la première fois qu'un ancien Chef d'État Africain est jugé par un tribunal international africain.

**Burkina Faso / Côte d'Ivoire**

• 13 juin 2016 : La justice burkinabé abandonne les poursuites lancées contre le Président de l'Assemblée Nationale ivoirienne, M. Guillaume Soro, qu'elle accuse de participation à un complot visant à abattre le nouveau régime burkinabé afin de ramener M. Blaise Compaoré au pouvoir.

**Niger / France**

• 14 juin 2016 : Le président du Niger Mahamadou Issoufou, récemment réélu, rend visite à Paris au Président Hollande. Il s'agit pour lui de préciser les divers soutiens qu'il attend du gouvernement français, d'une part pour la sécurité et d'autre part pour le développement.

**République Démocratique du Congo / CPI**

• 21 juin 2016 : La Cour Pénale Internationale condamne à 18 ans de prison, Jean-Pierre Mbemba, ancien chef d'une rébellion dans l'est de la RDC et ancien Vice-Président de la République ; Il est condamné pour les violences commises par ses troupes en République Centrafricaine où il appuyait le Président Patasse dans un conflit interne.

**Sénégal**

• 25 juin 2016 : Karim Wade, ancien Ministre et fils de l'ancien Chef de l'État, est libéré par grâce présidentielle après 36 mois d'incarcération. Il quitte immédiatement le pays pour se rendre à Doha où il est l'hôte de l'Émir du Qatar.